MINISTÈRE
DE L'ÉCONOMIE,
DES FINANCES
ET DE LA SOUVERAINETÉ
INDUSTRIELLE ET NUMÉRIQUE
Liberté
Égalité
Fraternité

BRÈVES ÉCONOMIQUES DU CÔNE SUD

UNE PUBLICATION DU **SERVICE ÉCONOMIQUE RÉGIONAL DE BUENOS AIRES**

N°06 – Du 3 au 9 février 2023

Zoom – Chili – Le gouvernement dévoile son « agenda de productivité » pour dynamiser la croissance potentielle

LE CHIFFRE À RETENIR

2,3 %

Potentiel de croissance du PIB à moyen terme

Le 1er juin 2022, un peu moins de trois mois après son entrée en fonction, le président chilien Gabriel Boric avait présenté son premier « compte-rendu public », un discours délivré chaque année devant le Congrès par le président en exercice qui vise à dresser un bilan de la politique de l'exécutif sur l'année écoulée et à fixer un cap pour l'année à venir. Les mots-clés du cap économique qui avait été fixé par le président Gabriel Boric étaient, sans aucun doute, l'équité et la productivité. L'objectif de l'exécutif était ainsi de renverser la tendance observée au cours des quinze dernières années, à savoir une baisse persistante de la productivité et de la croissance potentielle du pays, qui est passée d'environ 5,5 % au début des années 2000 à 2,3 % projetés pour les quatre prochaines années (2024-2027). Fin janvier 2023, après plusieurs mois de concertations avec des acteurs publics et privés, le gouvernement a présenté son « agenda de productivité », comportant une quarantaine de mesures cherchant à dynamiser la croissance potentielle chilienne. Alors qu'elles sont fortement inspirées des recommandations du FMI et de l'OCDE, ces mesures ont pour objectif de renforcer l'accumulation des deux facteurs de production – le travail et le capital – tout en faisant croître la productivité globale des facteurs. Du côté du facteur travail, la feuille de route du gouvernement chilien prévoit de lutter contre le travail informel, notamment en réalisant un audit du dispositif existant (subventions incitant à formaliser les emplois, contrôles des entreprises et des secteurs, etc.) et en évaluant la possibilité d'introduire un retrait graduel (et non total) des prestations sociales des travailleurs lorsqu'ils obtiennent un emploi formel. L'agenda prévoit aussi de mettre l'accent sur la formation et la reconversion professionnelles. Il vise, entre autres, à élargir les programmes de formation au numérique, renforcer le système de certification des compétences professionnelles et accorder plus d'avantages fiscaux aux PME souhaitant financer des programmes de formation pour leurs employés. Du côté du facteur capital, le gouvernement souhaite améliorer les processus d'investissement via une réforme du système des permis sectoriels pour les investissements, faciliter le commerce extérieur en modernisant les processus douaniers et approfondir le marché des capitaux domestique en développant l'industrie du capital-risque. Du côté de la productivité globale des facteurs, soit la bonne combinaison productive des facteurs travail et capital, le gouvernement chilien désire amplifier la numérisation des formalités administratives des entreprises et des particuliers, ainsi qu'encourager l'innovation et la transformation du tissu productif, en particulier à travers la réforme des incitations fiscales destinées au secteur privé afin d'accroître ses dépenses en recherche et développement. De plus, il souhaite rendre les PME plus productives, notamment en facilitant leur transition numérique, leur processus d'enregistrement et de formalisation et leur accès aux marchés publics. Enfin, il aspire à accroître la concurrence au sein des différents secteurs de l'économie chilienne, notamment en renforçant les institutions de défense de la libre concurrence.

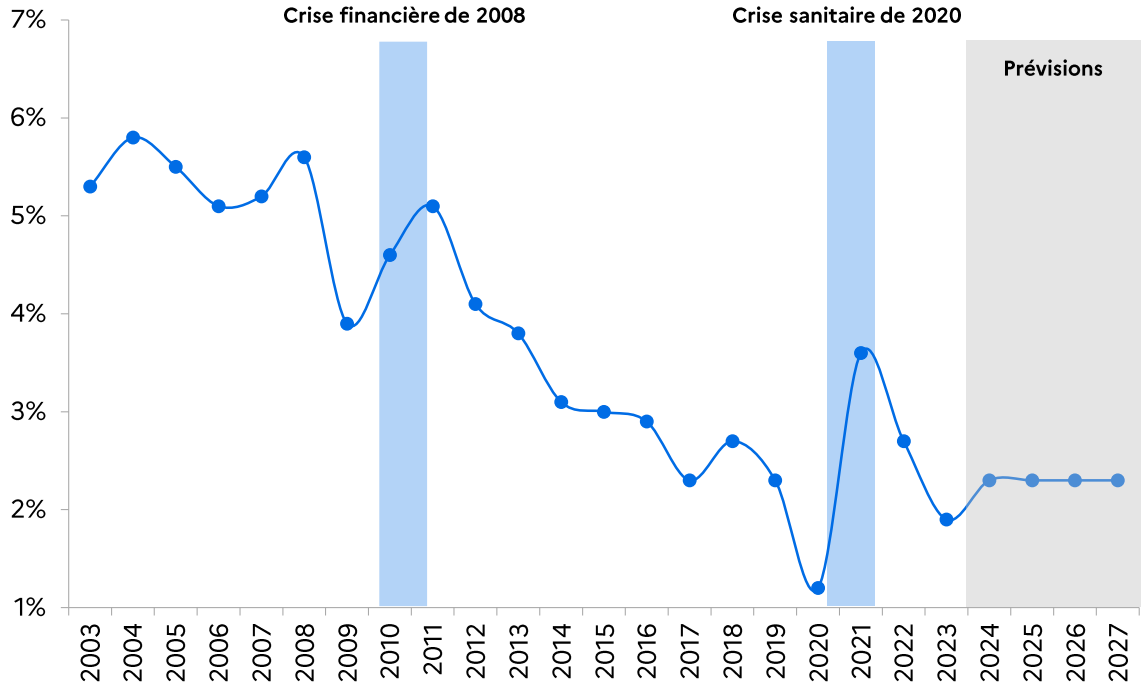
Principaux indicateurs macroéconomiques

		Argentine	Chili	Paraguay	Uruguay
			Derniers chiffres annuels		
Croissance du PIB réel	2021	10,4%	11,7%	4,2%	4,4%
Inflation (fin de période)	2022	94,8%	12,8%	8,1%	8,3%
Solde budgétaire (% du PIB)	2021	-4,3%	-7,7%	-3,7%	-4,2%
Dette publique (% du PIB)	2021	80,9%	36,3%	33,8%	73,3%
Solde courant (% du PIB)	2021	1,4%	-6,7%	0,8%	-1,8%
Dette extérieure (% du PIB)	2021	58,3%	84,4%	49,9%	77,1%
			Prévisions et anticipations		
Croissance du PIB réel - FMI	2022	4,6%	2,7%	0,2%	5,3%
Croissance du PIB réel - Agents économiques	2022	5,3%	2,5%	0,2%	5,4%
Croissance du PIB réel - FMI	2023	2,0%	-1,5%	4,5%	3,6%
Croissance du PIB réel - Agents économiques	2023	0,5%	-1,5%	4,5%	2,5%
Inflation (fin de période) - Agents économiques	2023	97,6%	5,0%	5,0%	7,1%
			Pour mémoire		
PIB nominal (Mds USD)	2021	486,7	316,8	38,8	59,3
Population (millions)	2021	46,0	19,8	7,5	3,6

Sources : FMI, Instituts statistiques nationaux, Banques centrales nationales, SER Buenos Aires

Graphique de la semaine

Chili – Évolution de la croissance du PIB potentiel



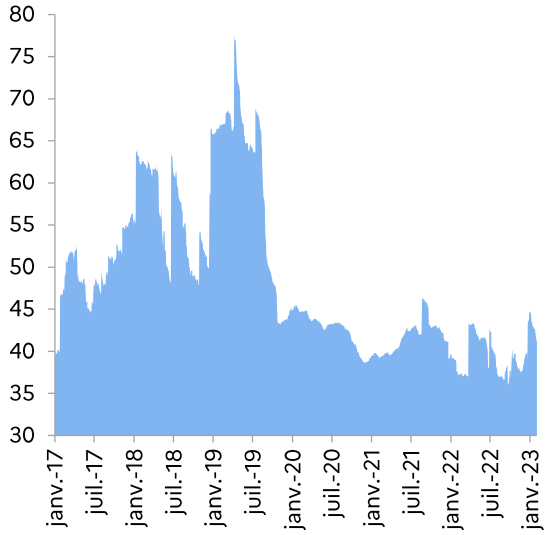
Sources : Comité consultatif sur le PIB potentiel, Direction du Budget, SER Buenos Aires

ARGENTINE

De nombreux risques pèsent sur la trajectoire d'accumulation des réserves internationales nettes

Alors que des chocs adverses (sécheresse, échéances sur la dette en devises) menacent la trajectoire d'accumulation des réserves internationales (41,0 Mds USD le 3 février, soit - 3,6 Mds USD depuis début janvier), les acteurs économiques argentins s'interrogent sur les nouvelles mesures qui pourraient être adoptées par les autorités argentines afin de réduire les sorties de devises, en l'occurrence le durcissement des conditions d'accès au marché des changes avec pour objectif de freiner les importations (mécanisme SIRA), et le renchérissement du coût des transactions financières internationales en alourdissant la fiscalité ou en établissant un taux de change désavantageux.

Évolution des réserves internationales brutes (Mds USD)



Sources : Banque centrale, SER Buenos Aires

En Argentine, la reconstitution des réserves de change dépend surtout de l'évolution des comptes extérieurs du pays, mais aussi des engagements financiers internationaux et de l'orientation de la politique cambiaire.

À propos de la balance commerciale, les inquiétudes portent sur les effets négatifs de la sécheresse sur la production agricole et donc, *a fortiori*, sur la capacité de l'Argentine à approvisionner les marchés internationaux en céréales et en oléagineux. En effet, malgré une légère amélioration de la pluviométrie (85 millimètres (mm) en moyenne en janvier, contre 55 mm en décembre et une moyenne historique autour de 110 mm), les pluies de ces dernières semaines sont très inégales géographiquement, mais aussi insuffisantes pour reconstituer les nappes phréatiques après 23 mois de déficit hydrique. Ainsi, la Bourse de commerce de Rosario prévoit une production de soja à seulement 34,5 millions de tonnes (Mt), soit une baisse de 7 % par rapport à la prévision de janvier et de 18 % par rapport à la récolte de 2022. Pour le maïs, la production tomberait à seulement 42,5 Mt (- 15 % sur un an), la plus mauvaise récolte de ces cinq dernières années. Alors que le stress hydrique était très intense entre octobre et décembre derniers, au moment des premiers semis, les récoltes attendues à partir d'avril prochain devraient dès lors être décevantes, alors que le pays bénéficiera à cette période d'un quasi-monopole sur les marchés des grains internationaux. De même, les récoltes tardives prévues pour l'hiver austral (juillet et août), traditionnellement moins importantes en volume que celles d'automne, seraient également affectées par le manque d'eau.

S'agissant des importations argentines, des doutes existent sur l'évolution de la facture énergétique du pays, dans l'hypothèse d'une intensification de la guerre en Ukraine et de

retards dans le chantier du gazoduc Néstor Kirchner, dont l'inauguration est prévue à la mi-juin. Les économistes s'inquiètent aussi d'une possible dégradation du solde des services touristiques. En effet durant les onze premiers mois de 2022, soit en amont de la période estivale dans l'hémisphère Sud, près de 2,2 millions d'Argentins se sont rendus à l'étranger, soit bien plus que les 1,5 million de visiteurs étrangers venus en Argentine sur la période. Ainsi, malgré l'existence d'un taux de change défavorable sur les opérations de cartes bancaires argentines, baptisé « dollar Qatar », afin de décourager les opérations internationales, les dépenses des touristes argentins à l'étranger pourraient lourdement peser sur les réserves de change.

De plus, en ce qui concerne les engagements financiers extérieurs, l'Argentine a versé 2,7 Mds USD aux organismes internationaux selon la Banque centrale, dont 2,5 Mds USD au FMI selon le secrétariat aux Finances, dans le cadre du remboursement de capital issu du prêt accordé en 2018 au titre de l'Accord de confirmation. Concernant de possibles entrées de capitaux, les économistes du pays s'interrogent notamment sur l'effectivité des financements proposés par la Chine et des banques étrangères (via des opérations *repo*) pourtant annoncés à plusieurs reprises par les autorités argentines.

Enfin, s'agissant de la politique cambiaire, la Banque centrale a maintenu le rythme de dépréciation officielle du peso (5,5 % sur un mois en janvier, après 6,7 % en décembre) en ligne avec l'évolution de l'inflation mensuelle (5,1 % en décembre), ce qui a limité les interventions des autorités monétaires sur le marché des changes (ventes nettes de 340 MUSD en janvier versus achats nets de 1,9 Md USD le mois précédent). Elle a cependant engendré une hausse du différentiel entre le taux de change officiel du peso par rapport au dollar américain avec ceux tolérés (80 % avec le MEP début février) et informel (93 % avec le blue).

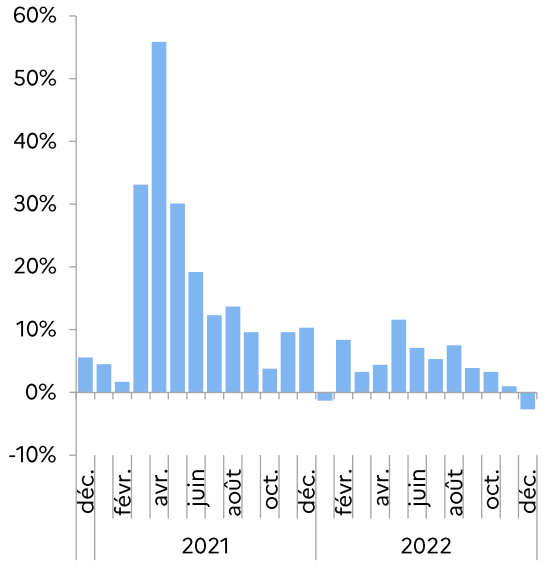
Par conséquent, les acteurs économiques s'interrogent sur la capacité de l'Argentine à atteindre la cible d'accumulation de réserves internationales nettes, fixée à 7,8 Mds USD pour fin mars 2023. Pour rappel, selon la méthodologie du FMI, les réserves nettes (4,8 Mds USD actuellement) correspondent ainsi aux avoirs en devises de la Banque centrale, auxquels sont soustraites toutes les réserves susceptibles d'être retirées à court terme. Celles-ci comprennent l'accord d'échange de devises (swap) avec la Banque centrale de Chine (19,2 Mds USD), les réserves bancaires obligatoires en devises (12,9 Mds USD), le financement de la Banque des règlements internationaux (3,4 Mds USD), et d'autres financements en devises (881 MUSD). De leur côté, les réserves nettes liquides (1,0 Md USD), c'est-à-dire les ressources disponibles rapidement, correspondent à ces réserves nettes, auxquelles sont retirés l'or monétaire (3,8 Mds USD) et les avoirs nets en droits de tirage spéciaux du FMI (429 MUSD).

Les indicateurs avancés d'activité se sont repliés en fin d'année, premier signe des effets du durcissement des contrôles des changes

En décembre 2022, la production industrielle a reculé de 1,2 % en glissement mensuel en désaisonnalisé et de 2,7 % sur un an, soit le 1er recul d'activité significatif depuis octobre 2020. De nombreuses industries ont dès lors enregistré une diminution de leur activité, à l'instar de l'industrie automobile (- 8,0 %), de l'industrie du textile (- 6,5 %) et de l'industrie du bois et du papier (- 3,2 %). Les industriels

interrogés par l'INDEC, soit l'Institut de la statistique argentin, mentionnent ainsi les difficultés pour importer certains intrants et biens intermédiaires du fait du renforcement des contrôles des changes et des contrôles des importations qui a été adopté au 4ème trimestre de 2022 pour atteindre la cible de réserves internationales nettes fixée dans le programme avec le FMI. Sur l'ensemble de l'année 2022, la production industrielle a enregistré une croissance de 4,3 % (après + 15,5 % en 2021), avec d'excellents résultats pour certaines industries, comme l'industrie automobile (+ 12,5 %) et l'industrie du textile (+ 12,0 %), et de bons résultats pour d'autres, telles que l'industrie alimentaire (+ 2,5 %) et l'industrie du bois et du papier (+ 2,7 %).

Évolution de la production industrielle (glissement annuel)



Sources : INDEC, SER Buenos Aires

De même, l'activité de la construction a reculé sur le dernier mois de 2022, de 3,5 % en glissement mensuel en désaisonnalisé, soit le 5ème mois consécutif de baisse, et de 10,6 % en glissement annuel (après - 1,5 % en novembre et - 0,9 % en octobre), soit la plus forte baisse depuis août 2020. Ainsi, certains analystes du secteur mettent en avant l'effet de la diminution des dépenses publiques en capital en fin d'année pour atteindre la cible de déficit budgétaire primaire fixée dans le programme avec le FMI. En 2022, l'activité de la construction a progressé de 3,5 % (après une forte croissance de 30,9 % en 2021). Les acteurs du secteur espèrent que l'activité sera dynamisée pendant l'année électorale via l'incitation à augmenter l'investissement public. Celle-ci pourrait ainsi compenser les incertitudes sur le taux de change, l'inflation (97,6 % attendus fin 2023 par les agents économiques) et la croissance du PIB (0,5 % attendu), qui pèsent fortement sur l'activité du secteur.

CHILI

Le ministère des Travaux publics propose de nouvelles concessions et modifie les règles d'investissement

La direction générale des Concessions (DGC) du ministère des Travaux publics (MOP) du Chili prévoit de lancer au cours de l'année 2023 des appels d'offres pour 15 grands projets de concessions, pour un total de 4,9 Mds USD. Ces appels d'offres font partie du portefeuille de concessions de 2022 – 2026. Cependant, certains projets antérieurs (2021 – 2022), qui avaient été reportés pour des raisons techniques ou sanitaires notamment, seront resoumis en priorité. Ainsi, la DGC considère que « *les infrastructures sont un levier de développement* » pour le pays et souhaite stimuler les partenariats public-privé comme les concessions.

Les concessions qui sont proposées en 2023 concernent avant tout les infrastructures de

transport. Six projets d'agrandissement et d'exploitation sont proposés pour la route panaméricaine pour un total de 3,1 Mds USD. De plus, six autres projets portent sur des équipements urbains pour un total de 1,2 Md USD, notamment des transports publics (des tramways, des téléphériques et des routes), ainsi que des bâtiments. Enfin, trois projets visent au renouvellement de concessions aéroportuaires dans la région de l'Araucanie, la région d'Atacama, et à Puerto Montt. Par ailleurs, d'autres grands projets jusqu'à 2026 sont d'ores et déjà connus, comme une ligne ferroviaire entre Valparaíso et Santiago pour un montant minimum de 1,3 Md USD.

Le MOP ayant conscience des problèmes financiers et administratifs auxquels ont fait face les concessions ces dernières années, il compte modifier les règles d'investissement. La DGC souhaite ainsi garantir une meilleure rentabilité aux investisseurs et proposera dès lors des concessions en durée variable, le but étant de lisser les fluctuations économiques pour les concessionnaires. Des subventions publiques et des garanties supplémentaires de l'État chilien sont aussi envisagées pour certains projets (pour faire face à la hausse des coûts des matériaux de construction, par exemple). D'un point de vue administratif, la DGC prévoit de lancer d'ici mars un nouveau site unique de paiement des factures pour davantage de transparence sur les frais des concessions, et souhaite aussi augmenter ses effectifs pour mieux accompagner les divers projets de concessions, dont le nombre a triplé ces dernières années.

PARAGUAY

L'entreprise canadienne Neogreen Hydrogen Corporation avance sur un projet de production d'hydrogène et d'engrais verts

Dans un communiqué de presse publié le 31 janvier, la compagnie d'électricité publique paraguayenne (ANDE) a annoncé la signature d'un contrat de fourniture d'électricité avec l'entreprise canadienne Neogreen Hydrogen Corporation. Elle devra servir à alimenter un projet de production d'hydrogène ainsi que d'engrais verts, jusqu'à 300 mégawatts (MW), dans la ville de Presidente Dr Manuel Franco. Celle-ci est située dans le département Alto Paraná à l'Est de Ciudad del Este, à l'endroit où convergent la ville de Puerto Iguazú, en Argentine, et la ville de Foz do Iguaçu, au Brésil.

Le projet serait divisé en deux phases. La 1ère phase viserait dès lors à lancer une étude de faisabilité technico-économique pour définir la taille optimale de l'usine de production d'hydrogène vert, la société estimant une capacité de 10 à 75 MW. La 2ème phase, qui comportera aussi une étude préliminaire, consisterait dans la construction d'une usine de production d'engrais azotés – produits à partir de l'hydrogène vert – d'une puissance installée de 225 MW.

Les deux usines seraient connectées à la ligne de très haute tension (220 kilovots) du pays. Selon les informations fournies par l'ANDE, la production d'hydrogène vert de la toute 1ère phase devrait permettre d'alimenter les industries locales, alors que la 2ème phase permettra de couvrir 30 % des besoins en engrais azotés du pays.

Ainsi, selon le portail pour la transparence de l'ANDE, quatre accords seraient déjà signés avec des entreprises cherchant à développer des projets de production d'hydrogène vert et ses dérivés : un accord avec l'entreprise britannique Atome Energy PLC, un autre accord avec l'australienne Fortescue Future Industries (une entreprise qui a également annoncé un mégaprojet visant à produire de l'hydrogène vert dans la province argentine de Río Negro), ainsi qu'un accord avec les italiens Fersam Uruguay qui appartiennent à Fersam Group, en partenariat avec Met Development du groupe Maine Tecnomint, et un dernier accord avec la canadienne Neogreen Hydrogen Corporation.

URUGUAY

La sécheresse impacte des secteurs clés de l'économie uruguayenne, tels que l'élevage et la sylviculture

Le 17 janvier, l'Uruguay a prolongé pour trois mois l'état d'urgence agricole dans le pays, en vigueur depuis le mois d'octobre. Cette prolongation de l'état d'urgence intervient alors que le secteur agricole uruguayen est, tout comme en Argentine, victime d'une très intense sécheresse causée par le phénomène climatique La Niña. La mesure couvre donc les grands secteurs agricoles du pays, tels que l'élevage, la sylviculture, l'horticulture et la production laitière.

Les 1ères estimations du ministère uruguayen de l'Élevage, de l'Agriculture et de la Pêche évaluent les pertes à près de 1,2 Md USD, soit 1,9 % du PIB. L'agriculture accuserait ainsi des pertes de 490 MUSD, notamment du fait de la baisse des rendements et de près de 1,1 million de tonnes de récoltes perdues. La riziculture devrait dès lors être très affectée, comme la sylviculture (chute de 25 à 30 % de la production en 2023) et la viticulture (chute de 20 % de la production en 2023). Le reste des pertes serait notamment réparti entre le secteur de l'élevage (440 MUSD) et le secteur laitier (100 MUSD), la faible disponibilité des pâturages impactant entre autres le poids vif pour l'abattage et la reproduction animale.

Face aux effets de la sécheresse sur le secteur agricole, le gouvernement a annoncé une série de mesures qui visent à soutenir les producteurs, évaluées pour l'instant par les autorités à 9 MUSD. Les producteurs affectés peuvent notamment, dans le cadre du Fonds d'urgence agricole, accéder à des lignes de crédit à taux subventionné, et bénéficier d'une réduction de 15 % de leur facture d'électricité. Le gouvernement réfléchirait aussi à la création d'un système de garantie publique, semblable au système mis en place pour les PME uruguayennes pendant la crise sanitaire (SIGA), pour offrir aux producteurs plus de soutien, de temps et de financement. Il prévoirait également de lancer des travaux plus structurels, notamment sur le système d'irrigation du pays.

La direction générale du Trésor est présente dans plus de 100 pays à travers ses Services économiques.
Pour en savoir plus sur ses missions et ses implantations : **www.tresor.economie.gouv.fr/tresor-international**

MINISTÈRE
DE L'ÉCONOMIE,
DES FINANCES
ET DE LA SOUVERAINETÉ
INDUSTRIELLE ET NUMÉRIQUE
Liberté
Égalité
Fraternité

Responsable de la publication : Jean-François Michel,
Chef du Service Économique Régional de Buenos Aires

Rédacteurs : SER de Buenos Aires, SE de Santiago

Pour s'abonner : **samuel.adjutor@dgtresor.gouv.fr**
Twitter : **@Tresor_ConoSur**